

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 11/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **FLOREAL SA ( STATION SERVICE CASINO )**

24 rue de la Montat  
42000 ST ETIENNE

Références : UiD4243-DSSP-022-0276

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2022 dans l'établissement FLOREAL SA ( STATION SERVICE CASINO ) implanté 24 rue de la Montat 42000 ST ETIENNE. L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLOREAL SA ( STATION SERVICE CASINO )
- 24 rue de la Montat 42000 ST ETIENNE
- Code AIOT dans GUN : 0006105059
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Station service soumise au régime de l'enregistrement

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions générales
- Exploitation
- Risques
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I.1.1	/	Sans objet
Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I.2	/	Sans objet
Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I.2.2.4	/	Sans objet
Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I.2.2.5	/	Sans objet
Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article annexe I-2.2.8	/	Sans objet
Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article annexe I-2.2.9	/	Sans objet
Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article annexe I-2.3.2	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article annexe I-2.8.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une anomalie est constatée sur le réservoir n°3, ce point est à surveiller afin de s'assurer qu'une fuite n'est pas décelée.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité de l'installation au dossier d'enregistrement
<b>Prescription contrôlée :</b> Plans, procédures d'exploitation. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints au dossier d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le site dispose des plans et des consignes de sécurité et d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> Règles d'implantation : distances, stockages
<b>Constats :</b> L'exploitation est construite de manière à respecter les distances de sécurité imposées par l'arrêté du 15 avril 2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I.2.2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Construction
<b>Prescription contrôlée :</b> Installation électrique et mise à la terre L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément à la norme NF C15-100, version décembre 2002, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation. Lorsque l'installation est exploitée en libre service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie. Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms. Dans le cas d'une installation en libre service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et systèmes de détection précités, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manœuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommément désigné. Dans les parties de l'installation se trouvant dans des zones susceptibles d'être à l'origine d'explosions, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables en atmosphère explosive. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
<b>Constats :</b> L'ensemble des installations électriques sont mises à la terre et sont contrôlées. Un dispositif d'arrêt d'urgence est présent à l'intérieur de la cabine d'exploitation de la station-service mais aussi sur les pistes de distribution, de même pour le déclenchement de l'alarme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I.2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipement
<b>Prescription contrôlée :</b> Protection contre la foudre  L'installation respecte les dispositions de la section 3 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'une protection contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article annexe I-2.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipement
<b>Prescription contrôlée :</b> Appareils de distribution  Les pistes, lorsqu'elles existent, et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et puissent évacuer en marche avant desdits appareils de distribution. Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse. Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues. Dans le cas de paiement par billets, toutes dispositions sont prises pour que les actes de malveillance éventuels n'aient pas de conséquences sur les appareils de distribution. L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) est en matériaux de catégorie A1. Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution sont ventilées de manière à éviter toute accumulation des vapeurs des liquides distribués. La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté, constitue un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment est séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure ou empêcher leur accumulation. Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté. Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau. Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur. Pour les installations en libre service sans surveillance, le volume délivré par opération par les appareils de distribution en libre service sans surveillance est limité à 120 litres de liquides inflammables de la catégorie B et à l'équivalent pour les autres catégories, exception faite toutefois des installations dont l'accès est réservé aux personnes formées à cet effet.
<b>Constats :</b> Les appareils de distribution sont vérifiés et contrôlés par la société TOKEM : récupération de vapeur (21/09/2020)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article annexe I-2.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipement
<b>Prescription contrôlée :</b> Flexibles  Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur). Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation. Les appareils de distribution d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.
<b>Constats :</b> Les rapports d'entretien des flexibles sont à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article annexe I-2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, État des stocks de liquides inflammables
<b>Prescription contrôlée :</b> Détection de fuite  L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées - quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Installation réservoir n°3  Une mise en défaut du système de détection de fuite sur le réservoir n°3 contenant 30 m <sup>3</sup> de E10 et 70 m <sup>3</sup> de GO est active depuis fin janvier 2022 (voir PV de contrôle de SLIR). Aucune incidence sur les stocks n'est détectée, l'exploitant soupçonne une anomalie électrique, car l'installation électrique est récente. Néanmoins il est demandé de transmettre une fiche de non conformité mentionnant les résultats après enquête (origine de la non-conformité, action corrective mises en place...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article annexe I-2.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Élimination des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Séparateur à hydrocarbures  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li><li>- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li><li>- s'assurer du traitement et, le cas échéant, du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physicochimique, biologique ou thermique ;</li><li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li></ul> Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.
<b>Constats :</b> Le séparateur à hydrocarbures est vidé par la société SEPS (dernière intervention le 13/01/22)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet